

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 17/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL)**

RD 5  
La Plaine  
34570 Pignan

Références : UD34/H1/LB/2026/013  
Code AIOT : 0018300679

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL) implanté RD 5 La Plaine 34570 Pignan. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a pour objectif de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-10-DRCL-0520 établi le 17 octobre 2024 à l'encontre de la Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON dans le cadre de l'exploitation de sa plateforme de tri, transit et pré-traitement de déchets non dangereux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL)
- RD 5 La Plaine 34570 Pignan
- Code AIOT : 0018300679
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploite un centre de tri, transit et pré-traitement de déchets non dangereux sur la commune de Pignan, provenant des déchèteries de la Métropole de Montpellier (tout venant, déchets verts, bois) ainsi que des Déchets d'Éléments d'Ameublement (DAE). L'autorisation d'exploitée a été délivrée par arrêté préfectoral n°2007-I-1518 en date du 23 juillet 2007.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyen de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-1	Levée de mise en demeure
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV	Levée de mise en demeure
3	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-1	Levée de mise en demeure
4	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été établi à l'encontre de la Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON, le 17 octobre 2024, dans le cadre de l'exploitation d'une plateforme de tri, transit et pré-traitement de déchets non dangereux implantée sur la commune de Pignan et portant sur le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables à l'installation par :

- la mise en place d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

- la mise en place d'une capacité de rétention des eaux du site ;

- la mise en place d'un contrôle de la radioactivité des déchets entrants ;

- la mise en place d'une collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

L'inspection a constaté la mise en œuvre des quatre prescriptions sus-mentionnées. Par voie de conséquence, l'inspection conclut à une levée de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral prescrit à cet effet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyen de lutte contre incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - [...] - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;...[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe l'inspection qu'un système de détection automatique avec détecteur de flammes au moyen d'une caméra thermique a été installée le 8 novembre 2024 au droit des bâtiments de déchets d'éléments d'ameublement (DEA) et encombrants par la Société DEF. Ce dernier transmet à l'inspection le rapport d'intervention de la Société DEF relatif à la mise en service du système de détection incendie ainsi que le bordereau de livraison de la caméra thermique en date du 09 octobre 2024. Il précise également qu'une télésurveillance est opérée sur site par le prestataire Sécuritas. L'inspection constate sur site l'installation du système de détection automatique au droit des deux bâtiments précités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de

l'incendie par ces écoulements.  
Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :  
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;  
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;  
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.  
L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

**Constats :**

L'exploitant informe l'inspection qu'un bassin de rétention a été créé au sud du site de la plateforme de compostage de Pignan en plus de deux bassins de rétention implantés au nord de l'installation.

L'exploitant précise à l'inspection que la création de ce nouveau bassin de rétention d'un volume de 1 140 m<sup>3</sup> porte sur la zone destinée à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) implantée sur le site. En effet, cette dernière n'était pas associée à une capacité de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction incendie ou les liquides résultants d'un accident de transport.

L'inspection constate sur site l'implantation de deux bassins de rétention au nord de l'installation, implantés côte à côte, ainsi qu'un bassin de rétention créé au sud de l'installation dédié à la zone de déchets DEA.

Le dossier de porter à connaissance relatif notamment aux "travaux et aménagements concernant la gestion des eaux du site", fourni par l'exploitant en avril 2024, justifie le dimensionnement du volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction. Il est indiqué en page 71 du document que le dimensionnement des bassins de rétention des eaux est calculé selon le « Guide technique D9A » édition juin 2020 élaboré à l'initiative du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Transition écologique, de la Fédération française de l'assurance (FFA) et du Centre National de Prévention et de Protection (CNPP), ainsi sont pris en compte les :

- volumes d'eau nécessaires à la défense extérieure contre l'incendie ;
- volumes d'eau nécessaires aux moyens de lutte intérieure contre l'incendie ;
- volumes d'eau lié aux intempéries ;
- volumes des liquides présents dans la surface de référence considérée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Admissibilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Admissibilité des déchets

**Prescription contrôlée :**

Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques

<p>dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection de la mise en place du portail de détection de la radioactivité opérée le 07 janvier 2025 par la Société BERTHOD. Cette dernière a procédé au paramétrage du matériel de détection le 08 janvier 2025.</p> <p>L'inspection constate l'implantation du portail de détection de la radioactivité à l'entrée du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 4 : Collecte et rejet des effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte et rejet des effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection que l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par contact avec les déchets de la zone DEA, sont dorénavant collectées et font l'objet d'un traitement avant leur rejet dans l'environnement.</p> <p>Ce dernier précise que l'évacuation des eaux de la partie Sud a été redirigée vers le bassin de rétention Sud, avec la création d'un passage busé entre le point bas existant et le bassin créé. En sortie de ce bassin, un débourbeur/déshuileur a été mis en place.</p> <p>L'inspection constate sur site la mise en place du réseau de collecte ainsi que la présence du débourbeur/déshuileur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

